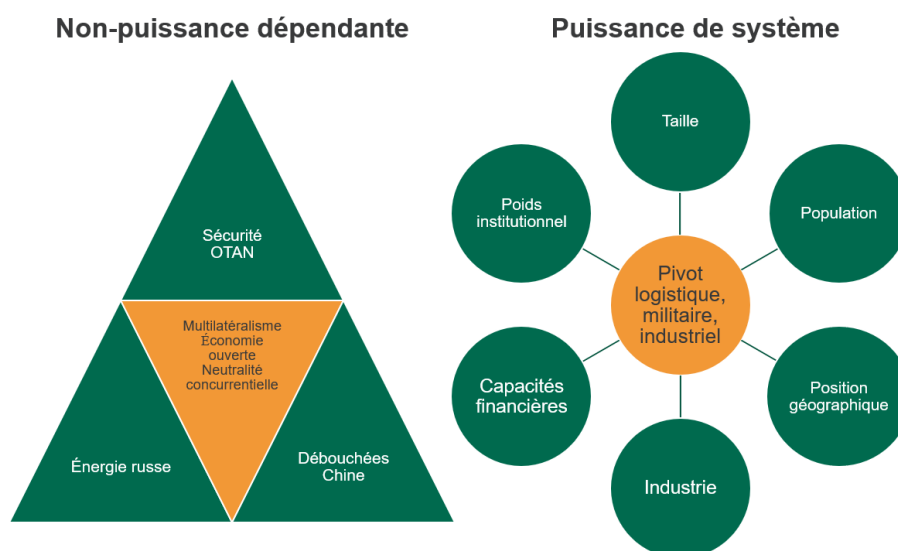


Allemagne – Changement de stratégie pour une nouvelle puissance géopolitique

Pendant près de trente ans, l'Allemagne a privilégié la prospérité économique plutôt qu'une véritable stratégie géopolitique. Son modèle reposait sur trois piliers : la protection américaine, l'énergie russe et les débouchés chinois. Dans un environnement international stable, cette architecture lui permettait d'exercer son influence principalement par l'économie, tout en maintenant une doctrine de retenue militaire. Mais les bouleversements géopolitiques récents ont transformé ces interdépendances en vulnérabilités, fragilisant les fondements du modèle allemand.

Cette rupture a été officiellement actée par le « Changement d'époque » (*Zeitenwende*) annoncé par Olaf Scholz en 2022. La stratégie de sécurité nationale de 2023 associait autonomie stratégique, résilience économique et sociale, protection des infrastructures et renforcement militaire. Depuis l'arrivée au pouvoir de Friedrich Merz en 2025, cette orientation a été rendue plus opérationnelle et davantage centrée sur les enjeux de puissance.

L'Allemagne ne cherche plus seulement à réduire ses dépendances ; elle ambitionne de devenir une « puissance de système », capable de convertir son poids économique en influence stratégique. Sa taille économique et démographique, la force de son industrie, ses capacités financières, son poids institutionnel et sa position géographique centrale en font un pivot logistique, industriel et militaire de l'Europe. Dans cette perspective, la défense devient un élément essentiel de la politique industrielle. Les infrastructures, les chaînes de valeur et les capacités militaires sont désormais pensées comme des composantes d'un même effort de sécurité.



Cette évolution suppose également une transformation du consensus national. L'idée selon laquelle la prospérité garantit la paix a progressivement cédé la place à celle selon laquelle la sécurité est la condition de la prospérité. Ce changement justifie le réarmement, l'augmentation des dépenses militaires et les investissements dans les infrastructures. La culture de retenue héritée de l'après-guerre cède progressivement la place à une approche plus classique de la dissuasion conventionnelle. Face à

la menace russe, l'Allemagne accepte désormais des options militaires autrefois taboues, tout en maintenant un contrôle démocratique strict sur ses forces armées afin d'éviter toute dérive hégémonique.

La relation avec la Chine a elle aussi profondément évolué. Pékin n'est plus seulement perçu comme un partenaire économique, mais comme un rival stratégique. Berlin privilégie toutefois une logique de réduction des dépendances plutôt qu'un découplage complet, jugé irréaliste compte tenu des fortes interdépendances économiques. Cette évolution s'accompagne d'une européanisation croissante de la politique chinoise allemande : l'Allemagne agit davantage dans un cadre européen et s'appuie sur le poids du marché unique comme instrument de négociation et de pression.

La guerre en Ukraine a également modifié le jeu des alliances en Europe. Le couple franco-allemand reste central, mais les divergences stratégiques demeurent. Alors que la France associe la puissance européenne à l'autonomie stratégique, l'Allemagne privilégie le renforcement de la capacité européenne au sein de l'Otan. Le rapprochement avec le Royaume-Uni illustre cette orientation. Dans le même temps, le centre de gravité stratégique européen s'est déplacé vers l'Est, comme en témoigne le partenariat avec la Pologne : l'Allemagne apporte sa puissance économique et industrielle, tandis que la Pologne contribue par une culture stratégique davantage tournée vers la menace russe. Plus largement, les alliances traditionnelles laissent progressivement place à des coalitions flexibles construites autour d'objectifs spécifiques.

Changement de la géométrie des alliances



Cette montée en puissance soulève néanmoins des interrogations parmi les partenaires européens. L'ampleur du réarmement allemand ravive les craintes d'une possible domination, même si Berlin insiste sur sa volonté d'agir en coopération avec ses alliés et de renforcer le pilier européen de l'Otan. Des doutes subsistent toutefois quant à la volonté de l'Allemagne de développer de véritables capacités industrielles européennes communes. Il reste notamment à savoir si sa puissance industrielle sera mise au service de programmes européens intégrés ou si elle profitera principalement aux industries allemande et américaine.

Enfin, la réalisation de cette ambition de puissance n'est pas acquise. Les financements nécessaires au réarmement et aux infrastructures ont été débloqués, mais leur transformation en capacités opérationnelles demandera du temps. Cette transition de long terme reste exposée aux changements politiques, aux révisions de priorités budgétaires et à la montée de l'AfD, qui ne partage ni cette vision stratégique ni ce système d'alliance.

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques :** Datalab ECO

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert / Nathalie Marcet

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'information à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'information soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse régionale, ne saurait donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.